

Paris - 2 avril 2013

Conférence : Le pétrole et le gaz en Afrique

A lors que le continent africain traverse depuis 2 ans une période complexe avec, au Nord, les effets multiples des transitions du Printemps Arabe et dans ses autres régions les indices d'un décollage économique soutenu, la conférence de l'ADEA « *Le Pétrole et le Gaz en Afrique* » a consacré ses travaux et engagé le débat sur les ressources et les besoins en énergie du continent. La situation géopolitique et les questions de gouvernance étaient également au rendez-vous lors de la session du think-tank Energie pour l'Afrique.

De nouvelles ressources

La conférence s'est tenue à l'Agence Internationale de l'Énergie où M. Keisuke Sadamori, Directeur de la division des marchés énergétiques et sécurité, a accueilli les 60 délégués de la journée, conjointement avec M Christian Besson, de l'AIE et Jean-Pierre Favennec, Président de l'ADEA.

M. Sadamori a souligné la pertinence de la conférence de l'ADEA, au moment où de nouvelles ressources d'hydrocarbures découvertes dans l'Est du continent attirent l'attention. Il a rappelé que l'Afrique était riche en ressources énergétiques. Il s'agit de transformer ce potentiel de ressources en avantages économiques pérennes. La question des investissements et de la conduite des projets reste fondamentale. Le développement des infrastructures et la gouvernance sont des facteurs de succès



tout aussi importants.

Jean-Pierre Favennec a insisté sur l'accroissement très rapide des revenus tirés des ressources qui, dans certains pays africains, dépassent le PIB initial.

Christian Besson, expert à l'Agence Internationale de l'Énergie, a présenté les grandes tendances publiées dans le World Energy Outlook de l'AIE en fin d'année 2012. Le monde reste sur une tendance de croissance de +40 % des besoins énergétiques sur la période 2010-2035 avec une demande qui passerait de 12,7 Gtep en 2010 à 17,2 Gtep en 2035. La place des énergies fossiles va rester très importante notamment avec l'essor des gaz non conventionnels et des huiles de schiste. La production US d'hydrocarbures pourrait passer de 17 Mbj à 22 Mbj. Les flux d'importation vont ainsi se redéployer vers la Chine et l'Inde. Le continent africain verra sa part de la production mondiale de pétrole rester à 12 % en 2020 puis décliner légèrement à 11% en 2035, tandis que le

gaz africain verra sa part passer de 4% en 2010 à 7% en 2020 puis 9% en 2035.

Les prix du gaz

M. Nordine Ait-Laoussine, Président de Nacolsa a pour sa part présenté ses analyses sur les dynamiques en cours sur les marchés du pétrole et du gaz. Avec une production non OPEP en hausse de 7 Mbj sur la période 2000-2012, l'OPEP a de moins en moins de prise sur le marché. Sur les prochaines années l'OPEP devra limiter sa production à 30 Mbj alors que ses capacités seront en hausse à 40 Mbj d'ici 2020, contre 35 Mbj aujourd'hui. Parallèlement, la demande en gaz sera en forte hausse en Chine et en Inde, avec un doublement des échanges internationaux à la clé. Le débat reste ouvert sur le système de prix du gaz qui prévaudra entre les défenseurs d'un prix contractuel à long terme indexé sur le prix du brut et l'accélération d'une libéralisation du marché et son indexation sur les prix du spot. La cohabitation de deux systèmes d'indexation serait insoutenable à long terme du fait notamment d'un prix spot souvent insuffisant pour assurer la rentabilité des investissements. Les prix du gaz resteront dictés par les fondamentaux, réserves et prix de revient. Le système éclaté actuel avec des prix de 4 dollars MBTU aux Etats-Unis, 10 dollars en Europe et plus de 14 dollars en Asie ne sera pas viable à long terme.

Contacts ADEA

- Jean-Pierre Favennec - Président - tél. : 33(0)6 08 49 19 15
jean-pierre.favennec@adea-africa.org
- Philippe Lambert - Vice-président - tél. : 33(0)6 07 36 56 33
philippe.lambert@adea-africa.org
- François Verdier - Vice-président - francois.verdier@adea-africa.org
- ADEA - Latifa Hanifi - tél. : 33(0)1 47 16 97 92
latifa.hanifi@adea-africa.org



Afro-optimisme...

M. Adama Gaye, journaliste-auteur et Président de Newforce Africa, a mis en garde sur la vague récente d'afro-optimisme concernant les perspectives de développement du continent africain. Certes la croissance est forte pour certains pays (Angola, Sierra Leone, Ghana, Ethiopie), mais n'oublions pas qu'il y a très peu de temps, le consensus était foncièrement afro-pessimiste. Selon M. Gaye, ce sont les autocraties civiles et militaires qui empêchent l'émergence d'une véritable démocratie économique qui sous-tendrait un développement socialement juste.

M. Anton Melard de Feuardent, de Fair Links a pour sa part développé le thème de la gouvernance comme facteur clé d'une bonne allocation des ressources. Certains pays n'ont pas mis en place les outils et les compétences pour assurer une gouvernance efficace de la gestion des ressources nouvellement mises en exploitation notamment avec des politiques fiscales adaptées. Afin d'assurer l'optimisation des ressources et la juste allocation des revenus, une politique fiscale adaptée s'appuyant une administration fiscale solide doit permettre une meilleure lisibilité et partage de la rente. Les initiatives internationales sur la transparence s'appuyant sur les chartes reconnues et vérifiables sont un pas dans la bonne direction.

La session suivante a été consacrée à la situation pétrolière et gazière dans l'offshore profond au cœur du Golfe de Guinée, les perspectives ouvertes par les récentes découvertes au Ghana et en Sierra Leone,

et le potentiel onshore de la Mauritanie et du Sénégal au Mali et au Niger.

Martin Krzewski, VP, Exploration & Production de Total pour l'Égypte et la Mauritanie a présenté la situation actuelle de l'exploration en Afrique après les succès rencontrés par l'industrie. Total est actif sur une vingtaine de permis frontières notamment au large de la Mauritanie. Il existe également un potentiel au niveau du gaz de schiste en Afrique du Nord et dans l'Est du continent (Soudan, Mozambique, Tanzanie). Total s'applique à favoriser une empreinte sociétale positive aussi bien en termes de contenu local mais aussi par un engagement fort pour l'éducation et la santé des populations locales.

Objectif ressources humaines

Yann Lepoutre, de Subsea7 a présenté les défis techniques et logistiques de l'offshore de plus en plus profond au large des côtes africaines. Il a notamment souligné les challenges en termes de Ressources Humaines, notamment le remplacement à réaliser de nombreux spécialistes partant en retraite dans les années à venir ainsi que l'engagement pour l'intégration du contenu local dans les opérations et projets des opérateurs.

Bernard Duval, consultant international, a présenté les grandes caractéristiques des ressources apportées par les « shales ». Il a souligné le déclin rapide de la production de chaque puits d'où la nécessité de forer en continu un grand nombre de puits pour stabiliser la production. Les ressources au niveau mondial sont considérables (6,622 Tcf dont 1,042 Tcf pour l'Afrique). Pour l'Algérie



seule, le potentiel est estimé à 635 Tcf dont 186 Tcf seraient déjà techniquement récupérables. Les bassins favorables en Afrique du Nord et en Afrique du Sud sont présentés.

François Verdier, consultant international, a présenté le dynamisme de l'exploration pétrolière en Mauritanie en 2013, soulignant le regain d'intérêt des opérateurs pour l'Afrique de l'Ouest. Le Bassin du Taoudeni fera l'objet d'une campagne sismique et de deux forages. Pour le bassin côtier et offshore, trois campagnes sismiques et six forages sont programmés. Le gaz, thème majeur des découvertes et de l'exploration en cours, va être mis en production avec la décision de développement du gisement de Banda et la construction de deux centrales à gaz. L'exportation du gaz est également envisagée.

Nouvelles zones d'exploration

Ces zones d'exploration d'Afrique sont désormais en évaluation active laissant dessiner un vaste potentiel à réaliser, dans un contexte de prix du brut élevés.

S'agissant de l'aval, M. Tidiani Benalhoussein, PDG de Star Oil, a évoqué la situation des sociétés indépendantes dans un contexte de retrait des majors ces dernières années.

Opérateur indépendant basé en Mauritanie avec aujourd'hui une présence et des opérations significatives au Mali et au Sénégal, Star Oil souhaite un renforcement des bases légales, éthiques et réglementaires permettant aux indépendants d'avoir la visibilité pour investir et opérer à l'échelle d'une région plus étendue. Ceci permettrait aux opérateurs de s'internationaliser favorisant l'émergence de champions régionaux de l'aval pétrolier en Afrique.



M. Mustapha Boubkar, représentant du Ministre du Pétrole de la République du Tchad a présenté la situation complexe des approvisionnements et distribution pétrolière de pays enclavés. L'émergence de la production pétrolière au Tchad a permis de réaliser la construction d'une raffinerie adaptée aux besoins d'un marché national de l'ordre de 20 000 b/j. Cette raffinerie bénéficie aussi d'un coût d'accès au brut très favorable lui permettant d'avoir une vocation sociale avec des prix de vente de carburants très attractifs de l'ordre 380 Francs CFA/litre. La construction envisagée d'une deuxième raffinerie positionnée sur la production de « jet fuel » donnerait à l'aéroport international de N'djamena et au pays tout entier un avantage compétitif attractif, faisant de N'djamena un hub d'avitaillement intéressant et une destination économique et touristique d'accès favorable.

Quels financements ?

La session suivante de la Conférence du Gaz et du Pétrole en Afrique était dédiée aux financements des opérations pétrolières et gazières et au rôle des Etats et des organisations régionales et internationales. M. Emmanuel Bazin, directeur de 4D Global Energy a présenté le rôle des marchés et les opérateurs financiers respectifs, notamment les acteurs du « private equity ». Leur rôle est essentiel pour assurer la réalisation de projets dont la maturité peut s'étendre sur sept ans, assurant une visibilité pour les entreprises et faire face aux aléas importants. La présentation a abordé les stratégies de « farm-in » (prises de participation conditionnelle) utilisées sur certains projets. M. Guillaume Venner de BNP Paribas a rappelé l'importance des financements nécessaires au développement des réserves qui devraient doubler au cours des 20 prochaines années. Devant la raréfaction des financements des banques américaines suite à la crise des dettes souveraines en Europe, les nouveaux acteurs et mécanismes de financement (RBL financing) vont permettre d'assurer les financements essentiels au développement attendu ■

Session du think-tank Énergie pour l'Afrique

La dernière séquence de la Conférence sur le Pétrole et le Gaz en Afrique consacrée à « **la situation géopolitique récente de l'Afrique, quels risques pour les investissements énergétiques sur le continent ?** » avait comme intervenant Philippe Hugon, professeur des Universités (Paris X) et chercheur à l'IRIS.

Cette session faisait la jonction entre les invités de la conférence et les membres du think-tank Energie-pour-l'Afrique lancé le 2 mai 2012 lors du précédent Sommet Africain du Pétrole et du Gaz à Paris.

Peu de perspectives d'emploi

Considérée par certains comme la nouvelle frontière de l'économie mondiale, l'Afrique représente avec ses 54 Etats une zone très contrastée en termes de développement et de stabilité.

Philippe Hugon a longuement développé les enjeux géopolitiques actuels et leur impact sur le secteur de l'énergie. Aux risques traditionnels des investissements énergétiques, environnementaux, pollution accidentelle, sociaux – s'ajoutent les risques financiers (volatilité des taux de change et des cours des matières premières produites). Les risques liés à l'insécurité politique (changements de législation ou changements de régime) sont multiformes. Ces risques sont identifiés des spécialistes mais c'est la dynamique des évolutions –accélération d'un facteur détonateur- qui peut à certains moments clés transformer des situations latentes en crises. Les agences de notation ont souvent une vision statique des risques répertoriés. Or, des risques nouveaux ont émergé ces dernières années : trafic de drogue, terrorisme,



prise d'otages, islamisme radical. Les germes de ces mouvements et tensions se retrouvent souvent dans la situation sociale et économique et le manque de perspectives d'emploi. Une étude récente montre que le développement de l'Afrique n'était pas à ce jour générateur d'emploi.

Croissance démographique forte

La croissance démographique forte, notamment urbaine, pourrait toutefois générer des nouvelles perspectives d'activités endogènes. Selon Philippe Hugon, l'Afrique reste et restera un lieu de diversification des risques pour les sociétés énergétiques. Les pays de l'Est de l'Afrique vont jouer la carte de l'intégration économique. Mais les problèmes d'emploi dans un contexte de très forte croissance démographique restent un défi capital. L'intégration des PME dans le tissu économique face aux investissements énergétiques, intensives en capital, est une question cruciale en Afrique avec le développement des secteurs énergétiques et miniers à forte intensité capitaliste.

La dimension RSE des investissements est également importante - les entreprises actrices de l'énergie doivent impérativement s'insérer dans le tissu économique et social et jouer un rôle positif et pérenne dans le développement des pays où elles exercent leurs activités ■

